

LE COMBAT SYNDICALISTE

CNT MENSUEL DE LA
Confédération Nationale du Travail



MARS 2021 / N° 460

2€

LES MAUVAIS JOURS FINIRONT

quand tous les pauvres s'y mettront



SOMMAIRE

LUTTE SYNDICALE

● **Laissez passer les sans papiers, de l'Est, d'Afrique ou bien d'Asie...** La CNT 66 chante sur la frontière. **P5**

DOSSIER

P7 à 16

● **Vive la Commune !**
à l'occasion du 150^{ème} anniversaire, un dossier à détacher.

ICI ET MAINTENANT

● « **Ce billet de train que je n'ai pas pris** ». Moteur en panne, ça ne tourne plus. Les galères d'une administratrice de production au cinéma. **P2&3**

● **Mémoire d'un collège d'asile.**
Avant hier un collège, hier un squat de migrants, demain un hôtel de luxe. **P4&5**

● **Et on compte les morts...**
Sous le drame meurtrier, le management mortifère. **P6**

INTERNATIONAL **P 18 à 23**

● États-Unis, Pologne, Myanmar, Russie, Argentine.

CULTURE **P 17**

● **Linky : surveiller et gérer,**
Clément Xavier, Lisa Lugin, Albertine Ralenti.

« Ce billet de train que je n'ai pas pris »

Moteur en panne, ça ne tourne plus. Les galères d'une administratrice de prod.

La crise sanitaire a touché les métiers de la presse, des médias, de la culture et du spectacle. Côté public, cinémas, salles de concert, théâtres fermés, festivals annulés. Les professionnels du secteur dont les métiers sont de fait jugés « indispensables » se demandent de quoi l'avenir sera fait.

Agnès est administratrice de production. Un métier méconnu, voire invisible de l'industrie du cinéma et de l'audiovisuel : « *Quand je dis que je travaille dans le cinéma, on me demande si je suis comédienne.* » Elle s'occupe de la gestion comptable et administrative d'une équipe de tournage, en binôme avec la direction de production. Un travail en équipe en général sans trop de hiérarchie : « *C'est seulement quand les producteurs viennent sur le tournage que le poids de la hiérarchie se fait sentir. Les producteurs aiment à tout signer alors que tout le travail est déjà fait. Mais c'est surtout pour se donner une impression de pouvoir. En dehors de ça, il y a réellement un esprit d'équipe.* »

Notes de frais, bulletins de salaire, déclarations d'accident de travail, droits d'auteur-es, cotisations sociales, question des salarié-es, acteurs ou actrices, technicien-nes, figurant-es, etc. Son rôle est essentiel dans la chaîne de production des films et la vie professionnelle de celles et ceux qui les fabriquent. Sans son travail, le cinéma resterait amateur.

■ Tournage avorté

Comme tout le monde, le premier confinement l'a prise de court. Le 18 mars, elle doit rejoindre en région le tournage (18 semaines) d'une sé-



rie pour la plateforme de streaming d'Amazon. Et tout tombe à l'eau : « *Je n'oublierai jamais ce billet de train que je n'ai pas pris. Dans les semaines qui ont précédé le tournage, on sentait l'ambiance de plus en plus pesante avec le nombre de personnes qui pourraient se rassembler qui se réduisait. Sauf que rien que l'équipe technique, c'est cent personnes... Sans parler des figurants. Au départ, j'étais convaincue qu'après une quinzaine de jours de confinement, on allait reprendre. Au bout de quinze jours, Amazon France a repoussé le tournage. C'est seulement là que j'ai défait ma valise.* »

Ce tournage devient une arlésienne. Amazon France retarde le déclenchement du chômage partiel avant de céder, la plateforme concurrente Netflix y ayant eu recours pour ses tournages.

■ Coincée par son engagement

Certaines productions maintiennent une activité pendant le confinement pour permettre une reprise du travail rapide. Au déconfinement, c'est

l'euphorie : toutes les productions veulent rattraper le temps perdu. Mais pas ce projet, et l'engagement pris devient un boulet. « *De mai à juillet, j'ai eu plein de demandes. Plus que jamais. Je n'ai jamais pu y répondre favorablement parce que je m'étais engagée sur ce tournage qui ne commençait jamais. Au bout d'un moment, j'ai été obligée de trancher et de refuser ce tournage pour me libérer.* » Une décision difficile.

Entre temps, les protocoles sanitaires se renforcent, devenant très contraignants. La perspective du retour au travail devient angoissante. Un gros projet pour la plateforme Apple, sept mois de

Directrice de la publication

Marie-Pierre Aiello

N° de CPPAP : 0623 S 0651

Rédaction

combat-syndicaliste@cnt-f.org

CS c/o CNT Stics 13

c/o 1 000 Bâbords

61, rue Consolat 13001 Marseille

Administration

cs-administration@cnt-f.org

C/O CNT 18 Avenue de Sierre

07200 Aubenas

Abonnements

cs-administration@cnt-f.org

C/O CNT 18 Avenue de Sierre

07200 Aubenas

Impression sur papier certifié

PEFC

Imprimerie Étoile

Za Sainte Anne 61190 Tourouvre

Les tâches amenant le Combat syndicaliste dans votre boîte aux lettres sont effectuées par des syndiqué-es après leurs journées de travail. Toutes vos idées d'articles sont les bienvenues. Le bouclage se faisant aux environs du 15, il est important que vos articles arrivent à la rédaction quelques jours avant, le plus tôt possible, cela évite le stress. Merci à tou-tes !

tournage, tombe à l'eau, l'équipe américaine n'ayant pu venir.

■ Virée sans préavis

Arrive un nouveau projet, plus modeste, pour la plateforme OCS.



Agnès s'accorde avec le directeur de production sur un télétravail, deux jours par semaine pendant deux mois. Un « petit projet » qui doit lui permettre de reprendre pied.

Sauf qu'en télétravail, isolée du reste de l'équipe, Agnès se rend compte qu'elle n'est pas logée à la même enseigne (frais de repas, connexion internet, heures sup), d'autant plus cruel quand elle doit gérer ça pour ses collègues. Elle sent bien que ses demandes créent le malaise avec le directeur de production,

en principe un allié.

Prévu en amont, l'accompagnement pour un logiciel de comptabilité, devient un problème. Du jour au lendemain, à six jours de la fin de sa mission, elle est écartée du projet. « C'était la première fois que

ça m'arrivait. Un autre coup dur de 2020. En plus, j'étais isolée chez moi. Tout à distance, c'était une violence supplémentaire. Très rapidement, quelqu'un de la régie est passé chez moi pour reprendre les dossiers. [...] La production n'a pas tenu compte de la situation économique actuelle, n'a pas serré les coudes. Tant que les gens travaillent, ils ne s'aperçoivent pas de l'impact du non travail pour ceux qui en sont privés. »

■ La distance impossible

Être isolée de l'équipe de tournage a certainement fragilisé Agnès dans les rapports de travail, empêchant le soutien de ses collègues, facilitant sa mise à l'écart. « En tous cas, je n'aime pas être à distance. Nos métiers n'y sont pas vraiment adaptables. Peut-être que si j'avais été en face à face avec le directeur de prod, ça ne se serait pas passé comme ça. J'avais déjà eu à travailler de chez moi

sur une comédie musicale par le passé. Le travail avait envahi ma vie privée. Je m'étais dit plus jamais. On a toujours plein de choses à faire signer, des contrats, des notes de frais... En plus, ça fait partie du plaisir du métier d'aller sur le plateau, en backstage. »

■ Reports et embouteillage

Mais les tournages cinéma sont au ralenti. La télévision, les plateformes, ont un léger surcroît d'activité mais ne peuvent absorber toutes les équipes de tournage que le cinéma n'embauche pas. L'espoir de reprise d'activité au printemps 2021 est à l'état de rumeur. Les cinémas fermés, beaucoup de films prévus pour 2020 attendent toujours leur sortie en salle. Quand ils seront mis en exploitation, ils prendront nécessairement les créneaux de diffusion de 2021 : en bout de chaîne, l'embouteillage ne se résorbera pas rapidement. D'autant plus que les films déjà produits ont, pour beaucoup, fait l'objet d'avances : pas question d'annuler leur sortie en salle. Privées de billetterie, les salles ne peuvent pas payer les distributeurs qui ne peuvent pas payer les productions qui ne peuvent pas engager de nouveaux projets, donc embaucher des équipes. Et seules les grosses sociétés de prod ont la solidité financière et les appuis pour survivre à la crise.

Le confinement du printemps 2020 ayant retardé l'utilisation des budgets, le déconfinement a provoqué un emballement. En revanche, il semble que 2021 n'a pas été planifié. Les travailleuses du secteur se voient condamnées à des mois de navigation à vue. ●

Martial, SIPMCS

CNT

CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL

Bureau confédéral
6, rue d'Arnal
30900 Nîmes

www.cnt-f.org - Mèl : cnt@cnt-f.org

COMBAT SYNDICALISTE

c/o CNT Stics 13 c/o 1 000 Bâbords

61, rue Consolat 13001 Marseille

Administration

cs-administration@cnt-f.org



Mémoire d'un collège d'asile

Avant hier un collège, hier un squat de migrants, demain un hôtel de luxe.

Sur le plateau de la Croix-Rousse à Lyon, un squat a ouvert en septembre 2018 dans le collège Maurice-Scève, désaffecté depuis 2013. J'y suis arrivé peu de temps après. C'était plein... Avec des collègues psychologues, tous retraités ou en fin d'études et un médecin retraité, j'ai tenu une permanence chaque jeudi. En nous relayant, en nous transmettant les consignes, oralement ou par écrit sur un cahier. Tous les soutiens réguliers étaient des retraités-es ou des étudiant-es en fin d'études.

Auparavant, j'étais à Médecins du Monde. Je connaissais donc déjà la « clientèle », mais dans des relations individuelles. Là, il y avait le contact avec le groupe et tous ceux que nous croisions dans la cour, qui nous saluaient et que nous saluions. Nos têtes étaient déjà connues.

Souvent, leurs parents assassinés, disparus, ils n'avaient plus personne au pays, la plupart d'anciennes colonies françaises, qui les ont dépouillés de leurs cultures, aux deux sens du terme et aujourd'hui ils sont dépouillés par la Chine.

Au début, une majorité attendait longtemps, avant d'être reconnus comme mineurs. Il leur fallait d'abord passer par le filtre du Forum Réfugiés, puis par la Mission d'évaluation et d'orientation des mineurs

isolés, où des éducateurs ou assimilés les interrogeaient et notaient surtout les contradictions, les trous dans leurs récits. Surtout, il leur aurait fallu des pièces d'identité qu'ils avaient, dans la précipitation, oublié d'emporter, pressés d'échapper à une situation invivable : parents morts ou disparus, guerre entre ethnies, etc. Mais quels papiers quand un grand nombre d'enfants d'Afrique ne sont pas déclarés à la naissance ?

■ Mineur post mortem

Peu à peu cependant, beaucoup finissaient par être reconnus comme mineurs et étaient « placés », par exemple, dans des hôtels. Pas des hôtels de luxe, juste des hôtels de passage, entre gare et autoroute. Dormez bien, les petits ! En attendant, parfois, d'être mis à la porte par la tenancière que la Mission d'évaluation avait oublié de payer...

Pas tous reconnus, d'ailleurs. Comme celui qui traînait un beau soir près du pont des Cordeliers, imprégné de son désespoir, et a fait le pari stupide de traverser le Rhône à la nage. Il s'y est noyé. L'hôpital ne savait que faire de lui. Post mortem, il a donc été reconnu comme mineur...

Il faut le reconnaître : certains finissaient cependant par être admis



dans des foyers, dont l'un qui s'en trouve bien et que je continue à suivre.

Ils venaient le jeudi, quelquefois pour demander des renseignements qu'on ne pouvait pas leur donner, auquel cas on les renvoyait à plus qualifiés. Quelquefois, c'était simplement pour parler, sans demande explicite. Quand était exprimée une réelle demande de soutien psychologique, nous fermions le porte, pour pouvoir tranquillement poursuivre et décider d'une prise en charge éventuelle.

■ Chambrées autogérées

J'ai découvert assez vite comment les migrants s'étaient organisés, sinon complètement spontanément, en tous cas volontairement. Les groupes de chambres avaient dési-



gné un référent, sans doute considéré comme le plus compétent pour les conseiller ou calmer les conflits. L'autogestion, en somme... Une autogestion que certains ont réalisée pour eux-mêmes. Par exemple, celui qui sentant des pulsions mortifères, a de lui-même décidé de se réfugier à l'hôpital psy.

Il y eut des moments dramatiques, pour ceux, nombreux, qui se sont vu refuser leur séjour en France, qui n'était pas leur premier pays d'entrée en Europe. Pour rappel, le gouvernement français refusait (et refuse encore) l'accostage des navires qui les ont recueillis en mer. Sans souci des traumatismes subis, outre ceux qui avaient motivé leur départ, notamment en Libye où l'on sait qu'ils ne sont pas particulièrement bien accueillis.

Des moments durs, donc, mais aussi des moments de joie, comme la fête organisée, je ne sais plus quand. Mais quel plaisir de les voir ainsi danser, bouger, crier... Solidaires, des voisins venaient discuter avec eux, amicalement.

Mais voilà, le terrain du collège, particulièrement bien situé, vue magnifique, a été vendu à un promoteur, pour bâtir un hôtel luxueux pour des touristes fortunés. On a fait traîner tant que possible, obtenu des reports à l'aide du plan froid. Mais un beau matin de septembre 2020, les forces de l'ordre (et du désordre) sont venus les déloger, sans brutalité excessive, et beaucoup de soutiens étaient présents.

Tous étaient relogés, paraît-il dans des hôtels ou des foyers. Mais beaucoup se sont trouvés à la rue et ont dû occuper des lieux abandonnés, aux quatre coins de la métropole, ce qui rend difficile le soutien, notre nombre et nos disponibilités n'étant pas extensibles. Je ne retournerai pas à l'emplacement du collège. Ce serait trop dur pour moi... ●

Alain, Sanso 69

Laissez passer les sans papiers

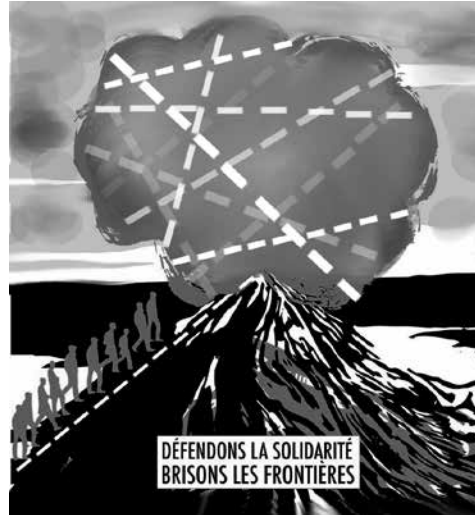
De l'Est, d'Afrique ou bien d'Asie ...

Dimanche 7 février, malgré le froid

et une violente tramontane particulièrement glacée, une centaine de personnes est montée au col de Banyuls pour dénoncer la fermeture de cinq cols de montagne des Pyrénées-Orientales, fermés par d'énormes blocs de béton par le préfet le 11 janvier 2021, à la demande de Macron, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et l'immigration clandestine, créant l'amalgame entre terrorisme et migration.

Le 19 janvier 2021, l'organisation d'extrême droite Génération identitaire a mené sa « Mission Pyrénées anti-migrants », au col du Portillon dans la Haute-Garonne voisine.

Une fois tous et toutes rassemblé-es là-haut, membres des collectifs « La Locale », de soutien aux sans papiers, FFREEE*, CGT, CNT, et autres personnes encartées nulle part, les chanteurs et chanteuses de la chorale « Voix libres » et de la chorale « Antifasciste et féministe » initiatrice de l'appel, ont entonné un joyeux récital. Un répertoire solidaire des migrants fuyant la guerre, la misère et des pays



détruits par la mondialisation libérale, et évoquant l'exil des 500 000 antifascistes espagnols qui en février 1939 fuyaient par ces mêmes cols l'Espagne franquiste. La symbolique était forte, d'autant plus que parmi nous de nom-

breux-ses descendant-es de réfugié-es de 39 étaient là.

Puis tout le monde a pique-niqué autour, dans, et dessus le refuge, en buvant une bonne soupe chaude (arrivée de Fillols, de l'autre côté du département) qui a réchauffé les cœurs et même le fond de l'air.

Cette manifestation avait pour but de dénoncer les frontières quelles qu'elles soient, réclamer le respect de la liberté

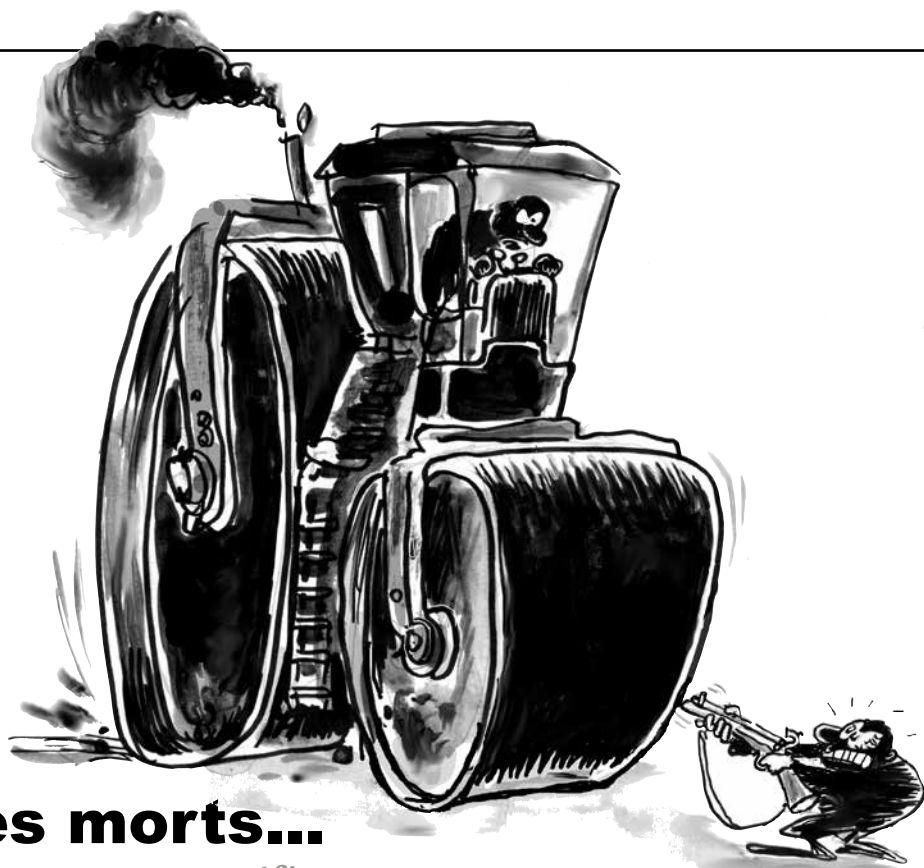
de circulation pour tou-t'es par la réouverture des cols.

Ce n'est qu'un début... Notre solidarité n'aura pas de frontière !

CNT 66

* FFREEE (Fils et filles de Républicains espagnols et enfants de l'exode)





Et on compte les morts...

Sous le drame meurtrier, le management mortifère

P étage de plombs d'un cadre supérieur ? Basculement dans la folie meurtrière d'un chômeur ? Certains faits divers révèlent parfois de gros malaises sociétaux... dès lors qu'on veut bien s'y pencher de plus près.

Fin janvier, on apprend qu'un « ancien ingénieur au chômage » vient de se faire arrêter après un itinéraire meurtrier laissant trois mort-es et un rescapé sur son passage. Personnes visées : trois DRH et une conseillère Pôle emploi. Les médias ont alors évoqué un « parcours professionnel chaotique », un « tueur impitoyable », un homme à la « détermination implacable », au « sang-froid glaçant ». « On ne connaît pas ses motivations », expliquait encore un enquêteur.

■ Ce type, ça aurait pu être n'importe qui

Cet « ingénieur dépressif et sans emploi » était « discret » et « sans problème ». Je ne connais rien de sa vie. Mais comment en est-il donc arrivé à abattre ces personnes, sur leur lieu de travail ? Ce dernier détail a toute son importance : on sait bien que les travailleurs se suicidant sur leur lieu de travail ne choisissent pas cet endroit pas de façon anodine. « Il

avait des soucis personnels. » C'est l'argument massue brandi par les directions pour se dédouaner. Dans l'affaire qui nous occupe, des liens ont finalement été tissés entre le meurtrier et les entreprises ou les personnes visées.

Mais « Gabriel F. » ne s'est pas suicidé, il a tué, direz-vous. Oui. Mais il a sauté aux yeux de nombreuses personnes ayant été victimes de souffrance au travail, ou s'investissant dans ce domaine, qu'il y a un cheminement commun. Comme cet agriculteur de Dordogne qui a tué une inspectrice du travail et un contrôleur de la MSA en 2004 ? Il devait être fou, lui aussi...

La folie est pratique, elle évite de dépasser l'émotion brute, de chercher le pourquoi du comment.

■ Management mortifère, conduites de mort

Pourtant, des études ont largement démontré que les conséquences d'un management agressif basé sur la pression morale (ce que l'on enseigne et applique en France) peuvent être le suicide, les autolésions ou les conduites à risque (pulsions autoagressives), mais aussi l'agressivité voire la violence envers autrui (pulsions hétéroagressives,

voire homicides). Lisez, ou relisez Marie Pezé, Christophe Dejours ou Vincent de Gaulejac !

Gabriel Fortin – puisque c'est son nom – est donc un meurtrier, un assassin, un criminel. Il est coupable. Et ce qu'il a fait est dramatique. Tout comme est dramatique le système qui génère cette violence. Le type sera jugé et condamné. Pas le système managérial violent qui l'a généré. Et ses victimes seront mortes quand même. Et leurs familles pleureront quand même. Et tout ça ne servira à rien. Comme d'habitude.

■ Quand la réalité rattrape la fiction

La fiction s'est déjà emparée de cette thématique en créant des personnages plus vrais que nature : souvenez-vous de Burke Devore dans *Le Couperet* de Donald Wetslake ou de la docteur Carole Matthieu dans *Les Visages écrasés* de Marin Ledun. Ces auteurs sont parvenus à décortiquer le processus menant à cette violence que l'on préfère (encore) taire ou éluder. Comme souvent, le roman noir nous éclaire sur l'état de la société et notamment sur les rapports sociaux au travail. ●

Mari Otxandi, SIPMCS



L'assaut du ciel, toujours d'actualité

La Commune de Paris, 1871 : Toujours debout !

Le 18 mars 1881, le journal anarchiste *La Révolution Sociale* écrit : « Depuis longtemps nous avons répudié toute superstition, même celle des souvenirs, mais il se dégage de ces derniers événements plus d'un enseignement utile qui ne doit pas être perdu pour les générations qui s'élèvent ». Telle est la signification que les syndicats CNT de la région parisienne et la Fédération Anarchiste, en particulier le groupe Commune de Paris, entendaient donner à ce colloque de janvier 2021, au Lycée autogéré de Paris, reporté du fait de la pandémie. Un livre publie les interventions des personnes ayant contribué à la préparation de cette rencontre. Avant de sérier les différentes approches qui parcourent cet ouvrage, il n'est pas inutile de souligner les points qui sont à l'origine de cette initiative unitaire et à cette coédition.

■ **La mémoire est un enjeu de la lutte de classe actuelle.**

La Commune de Paris de 1871, qui a également touché d'autres villes de l'Hexagone, est un mouvement révolutionnaire doté, hier comme aujourd'hui, d'une dimension internationale. 150 ans après, il demeure toujours un intérêt

pour cette insurrection, tant pour des recherches universitaires que pour des organisations qui agissent pour mettre bas la citadelle capitaliste, où nous nous situons. Pas question de faire de 1871 un objet de dissection historique pour chercheurs désœuvrés. Nos combats présents s'inscrivent dans une histoire qui ne se retrouve pas dans les manuels scolaires ou à peine, sous forme caricaturale. Notre intérêt pour la Commune de Paris a comme fondement un projet

social partagé : édifier une société reposant sur la satisfaction des besoins des espèces vivantes, ajoutons la préservation de ces espèces tant la marche erratique du système en menace jusqu'à l'existence, et l'auto-administration de la production et de la distribution. Apprendre des combats de ces hommes et femmes parties à « l'assaut du ciel » le 18 mars 1871, est une nécessité, sauf à prétendre que chaque génération doit ignorer les expériences du passé, ce qui est

1871 : L'insurrection kabyle

La Commune de Paris a un peu occulté les autres insurrections, en Martinique depuis quelques mois, en Algérie au même moment.

Avant la défaite de l'armée française contre les Prussiens à Sedan, la révolte gronde déjà. Les chefs kabyles profitent de cet affaiblissement de l'armée des colons pour lancer le soulèvement qui mobilise 800 000 insurgés, soit un tiers du pays. Le rapport de force leur est favorable jusqu'en avril 1871.

Face à une armée qui a des réflexes professionnels et l'expérience de la guerre coloniale, les paysans mal armés, peu encadrés subissent une très lourde répression. 20 000 morts, des exécutions sommaires, des humiliations individuelles et collectives, villages incendiés, arbres abattus, bétail séquestré, 450 000 ha de terres cultivables confisquées (au profit des colons), amende pharaonique de 40 millions de francs-or, conseils de village interdits. Et 200 insurgés sont déportés en Kanakie, où ils retrouveront les Communard-es condamnés-es. La répression et les confiscations ont ensuite poussé de nombreux Kabyles à l'exil.



C'est une figuration bourgeoise des fameuses "petroleuses" qui n'ont pas existé. Une légende, donc.

le chemin le plus court vers l'échec. Agir pour préserver la mémoire des luttes sociales est partie intégrante du combat actuel contre le pouvoir. Désserter ce champ de bataille idéologique équivaut à capituler, à laisser le terrain libre à l'ennemi. Le pouvoir (que nous ne confondons pas avec les gérants éphémères de la boutique) entend éradiquer à tous les niveaux toute trace des faits potentiellement subversifs pour l'ordre établi.

À chaque occasion, les représentants du système distillent sur les faits historiques un point de vue de classe. Tant pour commémorer la Révolution de 1789, les victoires militaires de 1914-1918 ou 1939-1945, chaque mot célèbre le mythe de l'union nationale, chaque syllabe est une pelletée de terre jetée sur les mouvements sociaux, sur les actes de résistance. Ce discours vise à unifier les classes sociales opposées, comme pour la lutte contre la pandémie. Depuis la révolution bourgeoise de 1789, le pouvoir n'a cessé de diluer la classe ouvrière dans le concept d'intérêt général, soubassement nécessaire à la collaboration de classe et la cogestion. L'hommage aux Communard-es répond au venin déversé il y a 150 ans par la classe dominante, et ses nombreux plumitifs,

fait et cause pour l'ordre dominant. Les dépouilles des insurgé-es encore fumantes, les emprisonné-es crouissant à St-Lazare en attente de leur transbordement en Nouvelle-Calédonie, journalistes et écrivains ont distillé la cause des Versaillais. Alphonse Daudet voit dans ce Paris révolutionnaire « un ramassis de bien vilain monde », « Paris au pouvoir des nègres ». Alexandre Dumas fils révèle sa puante misogynie, « Nous ne dirons rien de leurs femelles, par respect pour les femmes à qui elles ressemblent quand elles sont mortes ». Flaubert regrette qu'on soit « tendre avec ces chiens enragés ». Zola, qui n'a pas encore écrit *Germinal*, voit la Commune comme « le côté féroce de la bête humaine ». Depuis, le pouvoir a toujours discrédité les Communard-es pour disqualifier l'idée révolutionnaire. Il existe d'autres approches douteuses et intéressées de la Commune.

■ Des récupérations politiques de la Commune.

C'est indéniable, le soulèvement insurrectionnel a un caractère patriotique. Réaction inévitable face à la bourgeoisie qui a perdu la guerre contre la Prusse, dont l'armée a assiégé la capitale plus de quatre mois,

affamant sa population contrainte à manger les rats, les chats ou les éléphants du Jardin des Plantes. Le cours des événements a dépassé cette réalité mais les charognards en tout genre ne reculent devant rien et les nationalistes, d'hier et d'aujourd'hui, entendent circonscrire la Commune à cette dimension. Jean-Marie Le Pen qui a fondé dans les années 60 la maison de disques Serp, édite en 1970 un album sur la Commune. La gauche, communiste ou socialiste, a rituellement défilé chaque année vers le Mur des Fédérés. Si à l'origine, ces actions avaient l'esprit révolutionnaire (en 1917, Lénine et la gauche marxiste révolutionnaire revendiquent le prolongement de la Commune), au fil des ans, l'hommage rendu sera formel, puisqu'est privilégié la thèse d'un passage pacifique au socialisme, stratégie qui conduira la gauche de gouvernement à gérer le système et en devenir un loyal chien de garde. Le caractère insurrectionnel de la Commune minoré, ne subsiste que sa dimension patriotique, très utile quand ces partis adoptent des politiques chauvines comme en 1914 ou dans les années 40 quand *L'Humanité* titre « À chacun son boche ». En 2021, le reniement est achevée : La France Insoumise a remisé *L'Internationale* et le drapeau rouge au rayon archives, manifestant en clamant La Marseillaise et en arborant le drapeau tricolore, oubliant un vieux slogan anticolonialiste, « Bleu, blanc, rouge, drapeau de Dien Bien Phu ». Et on pourrait ajouter de Sétif, d'Ouvéa, de Pointe-à-Pitre, et tant d'autres.

■ Sous le signe du pluralisme et de la complémentarité.

Préparatoire au colloque, le travail unitaire a eu le souci commun de mettre en valeur des points parfois méconnus, oubliés ou volontairement marginalisés par les courants politiques hégémoniques du mouvement ouvrier au XX^{ème} siècle.

Une ligne directrice fondée sur le fait que les 72 jours de La Commune

o m m u n e !



constituent une révolution unique, première expression politique autonome du prolétariat, non pas force d'appoint de la bourgeoisie comme en 1830 ou 1848. Par la Commune, la classe ouvrière, le peuple en armes, tentent dans un contexte difficile de guerre civile, d'édifier un embryon de société auto-organisée, avec des mandatés révocables à tout moment, la démocratie directe en action.

Les contributions embrassent différentes thématiques inspirées des pratiques révélées dans le cours de la lutte : la question sociale de l'organisation du travail, la place de l'art et des artistes, les réflexions et décisions en matière d'éducation. La volonté de rompre avec une vision jacobine et centraliste de la Commune s'est manifestée par des études qui traitent des mobilisations à Lyon, Marseille, en Isère, à Périgueux, Narbonne, Limoges, Bordeaux. Une analyse approfondie traite du rôle des femmes, tant sur le plan revendicatif qu'en matière militaire, sur les barricades ou face aux juges. Une étude des rapports de force entre partis politiques présents dans le mouvement met l'accent sur la place des antiautoritaires. Enfin, point parfois traité de manière réductrice, l'activité de l'Association Internationale des Travailleurs (AIT) est examinée, pas seulement à partir des décisions du Conseil général situé à Londres, mais à partir de la réalité des sections françaises et de l'étranger.

Les thématiques ont été abordées avec le souci des résonances avec les aspirations toujours vivantes des théories et pratiques actuelles, et de la filiation entre 1871 et l'actualité, dans un contexte historique, social et international différent.

Les actes de colloque résultent d'une coopération harmonieuse entre deux composantes du mouvement libertaire, la CNT-RP et la FA. Son organisation et sa gestion avec

le soutien du LAP, Lycée Autogéré de Paris ont de manière exemplaire mis en œuvre les principes du fédéralisme et de l'autogestion : autonomie des composantes, décisions collectives, coordination du travail sans hiérarchie... ses organisateurs et organisatrices espèrent qu'il donnera au plus grand nombre la volonté de prouver qu'un autre futur est possible. Vive la Commune ! ●

Raphaël Romnée, UL CNT d'Argenteuil.



Commune de Paris 1871 : Toujours debout !

Actes du Colloque, « Il y a 150 ans, La Commune de Paris ».
Éd. CNT-RP/Éd. du Monde Libertaire.

160 p 18 €. Port gratuit.
Chèque à l'ordre de CNT-SL à envoyer à Editions CNT-RP, 33 rue des Vignoles 75020 Paris.

Ont participé à cet ouvrage collectif coordonné par Hugues Lenoir et Raphaël Romnée : Claire Auzias, Yves Bernard, Gilles Bounoure, Felip Equy, Hélène Hernandez, Simon Lambersens, Hugues Lenoir, Jacques Nony, Matthieu Rabbe, Raphaël Romnée, Catherine Tostivint, Syndicat CNT-SUBTTP-RP. Travaux de relecture : Michèle Bordignon, Francis Pian, Frédéric Clère. Maquette : Gilles Maupoint.

Dub la Commune

Un an après l'album « Camarades », Dubamix l'activiste du « dub rouge et noir » retrouve ses camarades et navigue entre 1871 et 2021 pour clamer que « *La commune est vivante dans nos quartiers, nos cœurs, nos zads et nos aigreurs* ». Un dub puissant et nostalgique qui fait claquer les drapeaux de la Commune à coup de rythmiques électro et de riffs de sax affutés, faisant la part belle aux luttes révolutionnaires et offensives qui entendent bien créer « ici et maintenant », les bases d'une société égalitaire.

Mini album numérique et vinyl 4 titres, dont La Semaine sanglante revisitée. Dubamix et Daman Dub, Drowning dog, Fred Alpi, Gé LaTwal, Julien (Joke), L'Inconsolable, Mal élevé (Irie Révoltés) ; MaNTiS : Marina P, Mathilde Febrer, Nada (Brava). Parution le 18 mars, envoi d'ici la mi mai. Commandes et téléchargement libre : www.dubamix.net/



Louise Michel, la vierge rouge,
Mary & Bryan Talbot,
La librairie Vuibert,
142 p., 19,90€.

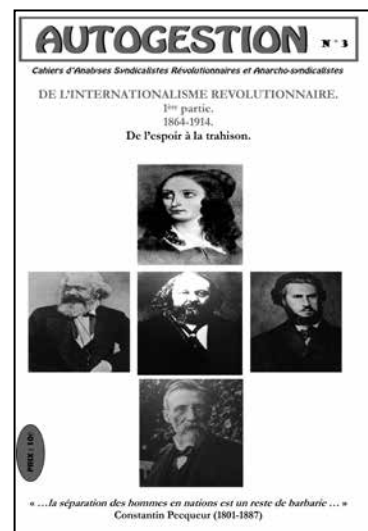
Louise attaque



Son surnom de « *Vierge rouge* », Louise Michel le doit au « *roman d'amour sous la Commune* » de 1881 de l'écrivain libertaire Clovis Hugues. Danger, icône. La dévotion laïque, le culte de la personnalité, ne sont jamais loin. Largement repris depuis, ce sobriquet pourrait bien la réduire à sa sexualité, ou à un genre de dévotion religieuse, selon. Les auteur-es anglais-es de cette BD l'ont construite bizarrement, l'ouvrant et la refermant sur un contemporain de Louise

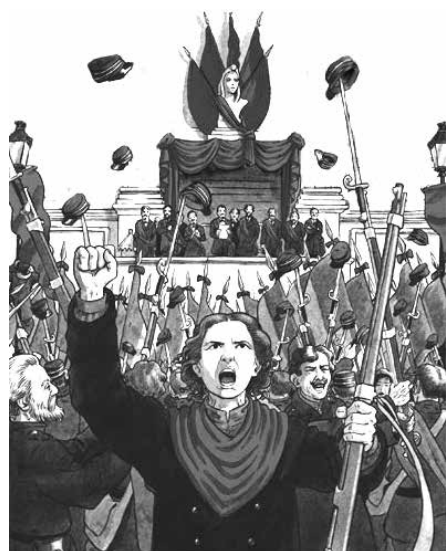
Michel mais qui, à part les dates, n'a rien à voir, ayant juste inventé une cape-parachute. Le récit graphique slalome entre fiction et histoire, et c'est parfois compact, touffu, débordant de tous côtés des pages. Les dix semaines de la Commune : 34 pages. La déportation en Nouvelle-Calédonie ? Quatre mois de mer, 10 pages. Des digressions vers H.G. Wells et le très bourgeois Jules Verne, bien loin de l'esprit des Communard-es, mordent l'espace dédié au parcours de Louise Michel. Les partis pris de la bande dessinée créent des coïncidences qui ne semblent exister que pour porter le récit : le jour des obsèques de Louise Michel, sans le savoir, débarque à Paris une féministe réformatrice américaine, Charlotte Perkins Gilman. La présence fortuite de cette étrangère, peu au fait de l'histoire parisienne, sert de prétexte au récit, pour lui expliquer la Commune. Bon... Sinon, tout y est, du Siècle de Paris à la confiance de Louise Michel en le progrès technique et l'admiration pour la Tour Eiffel, son sens de la pédagogie, et sa mort à 74 ans après une tournée de conférences en Algérie. ●

Nico, Interco Nantes



Autogestion n°3

Il reste quelques revues **Autogestion n°3**, « *De l'internationalisme révolutionnaire, 1864-1914. De l'espoir à la trahison* » 106 p, 10 €, à l'ordre de UD CNT-95, commandes à UL CNT d'Argenteuil, Bourse du travail, 82 bd du gal Leclerc ; 95100 Argenteuil.



o m m u n e !

Commune ? Not dead !

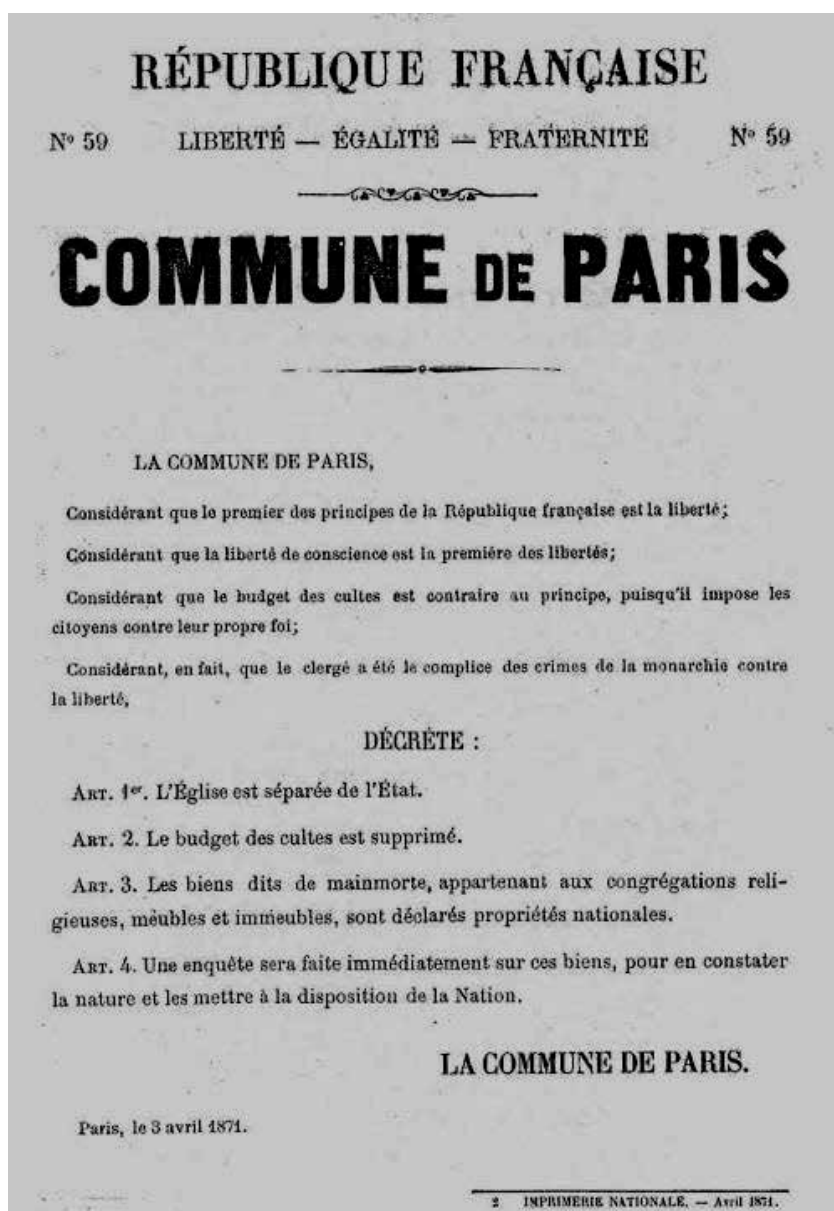
« Sauf des mouchards et des gendarmes... »

Le 7 mai 2017, dans le quartier de Ménilmontant à Paris, s'est organisé un petit bal populaire. Une tradition reformulée de plein de façons depuis des lustres, et qui fait danser et rire sans se soucier d'après. Ce soir-là, y'avait aussi l'envie de gueuler contre le face à face électoral entre néo-libéraux et fachos portant les valeurs des libéraux historiques. Ça sentait pas bon pour les cinq années à venir. Les résultats connus, on se prépare pour une balade contestataire sauvage. Des keufs débarquent par wagons. Et une nasse bien coriace se met en place devant le Saint-Sauveur, bar réputé antifa, que les flics n'aiment pas. En fait une nasse du bar, dont les flics forceront l'entrée plus tard, et une nasse de la place devant, bloquant badauds, militant-es et habitué-es. Il a bien fallu occuper les heures précédant la rafle de tout ce beau monde, la montée de force dans des fourgons et la dispersion dans divers comicos (un rappel à loi pour la plupart, une garde-à-vue pour quelques-unes). Donc on a rigolé, continué à boire, puis à chanter dans la nasse, mal mais avec entrain « *La semaine sanglante* » de Jean-Baptiste Clément. Une chanson sortie de loin, datant de la fin de la Commune, évoquant ce sale moment du 21 au 28 mai 1871, quand les armées versaillaises obéissant au sinistre Foutriquet entrent dans Paris via la porte de St-Cloud, dans les quartiers (déjà) aisés de l'Ouest, entreprenant de massacrer les partisan-es de la Commune, avec force soutien des bourgeois. Transformée par le préfet Haussmann sous la dictature libérale de Napo3 (1852-1870), grands boulevards, immeubles accolés, la ville est indéfendable. Les barricades se font doubler sur les côtés et les incendies volontaires ne suffisent pas à freiner la progression de l'armée versaillaise et ses

canons. Dans le feu de l'action, ces Versaillais, ivres de stéréotypes sur les rouges, et de pinard bien rouge, ont aussi fusillé, en masse. Une violence couverte par les autorités. La chanson fait la litanie des exactions et dénonce le retour à la brutale normalité bourgeoise. Mais prophétise, comme pour se rassurer, que « *les mauvais jours finiront* », et adresse aux bourgeois leur châtement à ve-

nir « *quand tous les pauvres s'y mettront* ».

Qu'est ce que cette chanson est venue faire là, en 2017, dans ce Paris gentrifié, embourgeoisé où le mètre carré se négocie autour de 10 000 € ? Où près de 250 000 logements sont inoccupés, des centaines de milliers de mètre carré de bureaux vides ? Où la réquisition légale, l'occupa-



Vive la C



tion, sont rendues impossibles par une administration autoritaire et une justice de classe inflexible.

■ La Commune impossible

150 années après sa déclaration, le 18 mars, la Commune et son idéal sont très loin de ce que Paris et son aire urbaine sont devenues. « *Paris sans le peuple* » titrait l'étude masquée de la géographe Anne Clerval en 2013 concluant que Paris est devenu un décor pour riches. Le droit à la ville, à son auto-organisation, à la prise en charge de son fonctionnement par ses habitant-es, tout ça paraît hors de portée. L'espace urbain est devenu le lieu de prédation des agents d'un capitalisme mondialisé qui peut déplacer les capitaux avec une rapidité foudroyante.

Le projet d'extension aux communes de banlieue du gouvernement centralisé parisien, via « Le Grand Paris », doit maintenant offrir au fric un environnement encore plus favorable pour assurer la croissance continue d'investissements de haute rentabilité, tout en muséifiant plus largement des pans entiers de la ville. On voit par exemple croître l'architecture type du capitalisme néo-libéral, le condominium à digicode et allée privative, sur les berges autrefois industrielles du canal de l'Ourcq, de Pantin à Bondy.

Actualités de la Commune

On lira avec intérêt les sept numéros du journal de l'association « Faisons vivre la Commune ! ». Accès gratuit en pdf :

<https://faisonsvivrelacomune.org/actualites-de-la-commune/>

Entretien avec des auteur-ices et historien-nes sur le féminisme pendant la Commune et l'héritage des Communardes aujourd'hui, les chansons, des portraits de Vallès, Varlin, Louise Michel... Pour aujourd'hui, le cent cinquantaire vu d'Italie, de Belgique. Le mouvement des gilets jaunes, le communalisme municipal, des parallèles entre les duos Macron-préfet Lallement et Thiers-Gallifet.

Adhérente de la plus ancienne heure, l'association des « Ami-es de la Commune », l'asso « Faisons vivre la Commune ! » est née aux beaux jours de 2018 pour faire plus que commémorer les 150 ans de la Commune de Paris, rendre vivante, vivace, cette révolution sous les vivats. À quand le revival ?

Les écoles de Paris intra-muros ferment lentement : les mêmes y sont de trop pour « les expériences de shopping inédite » des touristes de demain. Dans tous les quartiers, la neutralisation politique passe par la politique para-scolaire, l'événementiel, le ravalement de façade, préparant le terrain à l'acceptabilité par les plus pauvres du logement plus loin, dans le péri-urbain, quand les promoteurs seront prêts à prendre en marche l'organisation du quartier et en virer les non-solvables et les restes du passé ouvrier. Tout cela se voit dans les quartiers de Marx-Dormoy, des Vignoles, des Batignolles, et bien d'autres où les lofts succèdent aux anciens ateliers. Aux rades succèdent les concept-stores. Aux marchés sur les places, les Amap et supérettes. Se rassembler ? Nan, c'est l'heure des mobilités. Il faut circuler.

Quant aux travailleur-ses, que la petite bourgeoisie reste chez elle en télétravail et les prolos se fassent discret-es. Les quartiers où les taux de HLM excèdent 15 % sont maintenus sous sévère contrôle policier. Si le HLM est jugé trop vieux, le logement à 50 km reste possible, voire obligatoire. Tant pis pour la durée de transport, l'esprit de quartier, la sensation d'habiter le commun, l'envie qui finit toujours par naître de

o m m u n e !



politique par la base, de démocratie. L'implantation à Paris est réservée aux nantis. Pour les autres, Paname rime avec passage.

Ce processus en cours s'observe partout en France et ailleurs dans le monde post-industriel. Camarades de Villeurbanne, Montpellier, Montréal ou Montélimar, vous vous y reconnaissez ? Le territoire urbain est aujourd'hui gouverné par des mouchards, des gendarmes, des politicards et le BTP.

■ La Commune de Paris ? Quelle Commune ?

Avec tous ces noirs nuages à l'horizon, que peut bien nous dire la Commune et son échec ? Pour l'historien Quentin Deluermoz, la Commune ne dit rien à la plupart des humains en France. Nada. Au mieux, la Commune désigne encore l'association d'habitations en espace rural. Ou

une échelle administrative tombant en désuétude face à la communauté de communes, l'agglo... Maintenant, l'urbain se pense ville, se décline agglomération, se rêve métropole. Les programmes d'histoire de l'Éducation nationale (peut-être ce que nous avons ici le plus en commun pour s'être quasiment tous-tous tapé le collège unique) n'en disent pas un mot, de la Commune de Paris. Le dernier chapitre d'histoire en 4^{ème} (le moins développé par les prof-fes : une année scolaire, c'est court) suggère de traiter de l'histoire politique française au XIX^{ème} siècle comme une progressive transition démocratique, où le vote serait l'acquis essentiel, et la III^{ème} République la forme parfaite de gouvernement, qui développe joyeusement l'école gratuite (jusqu'à 12 ans) et étend l'empire colonial de la France éternelle.

Les manuels scolaires évoquent en surface les révolutions de 1830 et



de 1848, la Commune y étant souvent dépeinte comme une révolte ouvrière vaguement singulière, proto-communiste au mieux, bégaïement de 1789 au pire. Le pur produit de la misère et de la guerre. La faute aux Prussiens. L'histoire du Paris ouvrier, et du mouvement ouvrier en général, réduite à l'obtention du suffrage universel. En 2017, cette glorieuse épopée nous menait au choix entre plusieurs nuances de capitalistes, dont la fasciste. Et en 2022, il y a fort à parier que ce sera pareil. Avec une histoire comme celle là, on va pas tarder à trouver des aspects positifs à l'extractivisme de l'uranium au Niger.

Si l'histoire scolaire n'en parle pas, puisque ses traces concrètes sont effacées, où trouver cette Commune ? Dans une alter-histoire, une histoire non-advenue, différente, contre-factuelle ? Un monde qui aurait pris une autre direction que celle de l'obsession du fric, de la réussite de soi contre les autres, du pillage du monde et du massacre des différences ?

■ Le passé autogéré

La Commune ne parle qu'à travers celles et ceux qui la cherchent et qui y trouvent encore du sens. C'était d'ailleurs déjà le cas hier : les pre-

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAIRIE DU 1^{ER} ARRONDISSEMENT REORGANISATION DU TRAVAIL

Les Bureaux pour l'inscription des Employés et Ouvriers qui désirent du travail, sont toujours ouverts, de 1 heure à 5 heures, à la Mairie du 1^{er} Arrondissement.

Les Patrons et Négociants sont instamment priés de faire connaître, soit personnellement, soit par correspondance, les besoins qu'ils auraient d'Employés et Ouvriers, à mesure que la reprise des travaux nécessitera chez eux une augmentation de personnel.

Paris, ce 21 mars 1871.

L'Adjoint du 1^{er} Arrondissement faisant fonction de Maire.

Adolphe ADAM.

mièr-es à l'avoir décrite sérieusement étaient Prosper-Olivier Lissagaray et Louise Michel, deux communard-es. La livraison de janvier 2021 du mensuel de l'UCL, Alternative Libertaire, réalise un dossier intéressant sur le sujet. Des camarades de la CNT et de la FA ont publié les actes d'un colloque sur la Commune qui doit se tenir au lycée autogéré de Paris, les 12 et 13 juin prochains. Les copain-es de Libertalia éditent régulièrement des livres à ce propos, récemment ceux de la mathématicienne Michèle Audin. Son blog est un travail fascinant de mise à jour et de précision. Et il y a bien d'autres évocations (bd, films, chansons...), avec seulement la passion de ce qui est juste.

Ces productions sont riches de potentiel de penser, d'imaginer ce que ça a été, ce que cela aurait pu être. Celui de démystifier aussi.

La Commune, c'était pas le paradis libertaire. Les Communard-es ont hésité, tâtonné, foiré, trahit. Iels ont eut peur, certains ont viré autoritaire, iels se sont désaccordé-es. Iels ont été si proches de nous, et si différent-es. Iels ont voulu que le travail émancipe. Le gouvernement de la Commune a pourtant reculé devant l'argent, en ne le prenant pas où il était. Iels ont inventé des règles, mais n'ont pas suspendu la loi. Iels ont ouvert des voies aux femmes, mais ils n'ont pas fait avancer leurs droits. Ils ont connu l'arbitraire et la violence

d'État, mais déporté-es en Kanaky, certains ont pris le parti de l'État contre les opprimé-es.

Prendre ces expériences pour ce qu'elles sont paraît le meilleur moyen de faire de cette histoire un



outil de luttes. On parle d'humain-es, d'une époque, avec leurs visions du monde, leurs rêves, leurs mots. Une expérience singulière, qui le restera pour autant qu'on s'en rappelle. Le

refaire est impossible. Mais penser leurs idées, avec nos moyens, dans nos conditions, semble vital. Cette histoire est bien le fait de ceux qui l'ont transmise. Elle ne s'est pas imposée, elle a été patiemment reconstruite, et pas pour de la monnaie. Pas pour d'autres intérêts que ceux de la mémoire commune des persécuté-es, des exploité-es.

Relancer la Commune et ses idées ? Peut-être pas ici, peut-être hier ou demain, ailleurs. Au Chiapas, dans le Rojava, dans une école désaffectée du XVI^{ème} occupée par les copain-es du DAL, sur les terres agricoles de Gonesse où une nouvelle ZAD rassemble ses forces. Dans les marges, dans les plis, là où une autre histoire se tisse, qui s'effacera des mémoires officielles mais restera bien vivante pour ceux qui la font, car ce sera la leur. La nôtre.

Une chanson dans une nasse. Un festival chez les camarades cénétistes de Lille. Un chef qui se chie dessus devant une menace de grève inscrite sur un drapeau rouge et noir. Un p'tit squat le temps d'un hiver dans un immeuble abandonné par ses propres spéculateurs. Rien de fou, mais quand même, c'est pas rien, un peu d'espoir partagé. L'espoir que les mauvais jours finiront. Quitte à accélérer leur fin, à notre hauteur. ●

Rmn - STE 93

o m m u n e !

La Commune, une construction commune

Comment s'approprier son histoire, par le groupe de travail du syndicat du bâtiment.

« *L'arbre de l'enseignement ouvrier doit être planté en pleine terre ouvrière : le syndicat* »*

Pour le 150^{ème} anniversaire de la Commune de Paris, appel a été lancé aux syndicats de la Confédération pour contribuer à un colloque commémoratif, par un texte et l'animation d'un week-end d'échanges. Notre syndicat a saisi cette opportunité pour constituer un groupe de travail interne sur ce projet. Ce n'est pas une première : nous avons déjà produit des brochures ou des documentaires sur l'histoire du 1^{er} Mai, La Commune de Paris, Draveil 1908, ou sur le syndicalisme, le féminisme, l'immigration lors du premier conflit mondial **.

Pour changer sa condition, le prolétariat doit avoir la « science de son malheur », disait Fernand Pelloutier. Le positionnement de classe dans l'Histoire en fait partie.

Nous promovons toujours l'auto-organisation des travailleur-ses pour leur auto-éducation. Le projet de société qui fonde le syndicaliste révolutionnaire ne se conçoit pas sans un effort d'éducation autonome, maîtrisé par les travailleur-ses.

« Une culture, pour le prolétariat et par le prolétariat, lequel doit en même temps ne renoncer à rien de l'héritage



du passé, l'héritage humain, de son héritage »*.

Cependant écrire et parler en public n'est jamais simple pour les travailleur-ses (pour partie issue de l'immigration) d'une industrie (le BTP), où le travail est souvent peu qualifié, où la formation initiale en CFA vise à la rentabilité patronale immédiate, où la formation continue est peu valorisée. Il n'est pas rare, encore aujourd'hui, d'entendre des parents dire à leur progéniture que si elle ne travaille pas à l'école, elle « finira dans le bâtiment ».

Proposer d'écrire un texte, animer une intervention dans un colloque, ne réunit pas immédiatement un enthousiasme délirant parmi les adhérent-es du syndicat.

La proposition d'un travail collaboratif, d'une intervention collective et participative réussit, petit à petit, à vaincre certaines réticences. La confiance, la bienveillance et le respect de chacun-e, pierres angulaires de notre fonctionnement syndical quotidien, convainquent parfois ceux et celles qui, du fait d'un parcours scolaire court, ne

se sentent jamais légitimes à écrire ou prendre la parole.

Gens ordinaires nous-mêmes, nous commémorons comme nos égaux les « héros de la Commune », hommes et femmes ordinaires ayant eut ces gestes magnifiques, issus du travail méthodique d'organisation préalable du prolétariat. Ce que nous tentons de partager lors du colloque dans une approche participative, ni magistrale ni élitiste.

Fier de son identité de classe, le mouvement syndical d'avant 14 a souvent été taxé d'anti-intellectualisme. Ce n'est pas notre propos. Le prolétariat a toujours besoin du travail scientifique des historien-nes et sociologues pour nourrir la connaissance de son passé. Notre propre regard est cependant d'autant nécessaire qu'il est lui, porteur de notre projet d'émancipation et d'autonomie de classe. ●

GT Commune de Paris du SUB-RP.

* Culture prolétarienne, Marcel Martinet, éd Agone, 2004.
** Toutes brochures et films disponibles auprès du syndicat.

La Commune à l'antenne

Les communar-des parlent aux communar-des... L'émission spéciale sur la Commune réalisée par le STE93 en direct le 9 mars sur Radio Libertaire est téléchargeable en ligne : www.radio-libertaire.org/podcast/z_commun/accueil.php

La Commune aux féminins pluriels



Franchir les barricades,
Carolyn J. Eichner,
Édition de la Sorbonne,
314 p., 25€.

En 1871, on ne parlait pas de « *socialisme féministe* ». C'est pourtant pour ces trois communardes le dénominateur commun retenu, construit à contre courant des instances socialistes de l'époque, AIT compris, où le partage des sphères masculine et féminine est bien ancré. Bien des militants et penseurs du mouvement ouvrier reproduisent l'idéologie bourgeoise, jugeant que les femmes à l'atelier poussent leurs hommes à la débauche et les femmes à l'hystérie. Rien moins.

Malgré des redites internes, l'étude de cette universitaire américaine est riche des trois parcours différents, retranscrits en trois phases, avant, pendant et après, et largement ouverts aux trajectoires des autres communard-es. Les trois sont de l'Internationale et ont largement contribué aux poussées et revendications féministes lors des 72 jours qui ont sérieusement bousculé les préjugés de classe, de genre et l'emprise cléricale : la romancière André Leo au « *féminisme individuel*

liste mêlé de socialisme gradueliste et collectiviste » (beaucoup d'ismes), l'envoyée spéciale de Marx, Elisabeth Dmitrieff, qui agit en avant-garde éclairée, et Paule Mink qui privilégie l'action dans une « *forme anarchiste et décentralisée du socialisme* ». Le droit de voter, d'être élue ? Pas leur truc. Aucune femme ne siègera d'ailleurs à la Commune. Elles se centrent sur le droit de divorce, l'indépendance économique, et « *l'un des principes clés du féminisme communard* » : l'égalité de salaire.

Avant la Commune, les romans d'André Léo accusaient les « *socialistes hommes de s'opposer à l'émancipation de la femme* » afin de se garder « *un petit royaume à leur usage personnel* ». Faut dire que les Proudhoniens en triment, question sexisme enraciné. Pendant la Commune, elle fonde une école laïque gratuite, réclame que les femmes puissent combattre sur les barricades, sans être cantonnées aux rôles d'ambulancières ou de cantinières.

Dmitrieff organise et mène l'Union des femmes, « *l'une des organisations les plus importantes, les plus efficaces de la Commune* », qui réquisitionne les locaux abandonnés, fédère des centaines d'ouvrières en coopératives. Sans parvenir à éluder les rapports de concurrence avec les ateliers de production capitalistes maintenus par la Commune, au point de générer « *une dilution sérieuse de la nature socialiste de l'éco-*

nomie communarde ». Oratrice très à l'aise dans les clubs non mixtes aux diatribes virulentes, Paule Mink prône « *la solidarité ouvrière et la guerre de classe* ».

Cet ouvrage enrichit utilement la connaissance de la place prise par les femmes insurgées, longtemps bien invisibilisée. ●

Nico, Interco Nantes

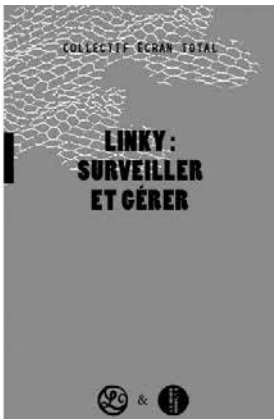
Le pavé des féminismes français

Ne nous libérez pas, on s'en charge,

Bibia Pavard, Florence Rochefort, Michelle Zancarini-Fournel, La Découverte, 512p. 25€.

Pour cette « *histoire des féminismes de 1789 à nos jours* », un pavé de 500 pages, la part vouée aux 72 jours de la Commune, forcément succincte, s'élargit à une autre révolte du moment, le soulèvement anticolonial en Martinique avec la figure de Lumina Sophie à la tête de l'insurrection. Mais rien sur l'insurrection kabyle de la même année 1871 où c'est vrai, les femmes n'ont pas pu avoir de revendication féministe. La période contemporaine s'ouvre aux afroféministes, aux clivages sur le voile et l'Islam, à l'activisme queer, aux débats autour de l'intersectionnalité. De l'histoire immédiate.

Linkysition en marche



Linky : surveiller et gérer, collectif Écran total, éd. La Lenteur & Le Monde à l'envers, 80 p., 8 €.

En 2015, Enedis (ex-EDF) lance en France son programme Linky. Objectif : changer 35 millions de compteurs électriques parfaitement valables pour des compteurs « intelligents » capables d'enregistrer les données de consommation et les transmettre à Enedis. Le gestionnaire du réseau électrique se verrait bien devenir opérateur de big data, tant la manne financière de la vente de données semble infinie.

Projet présenté sous l'égide de la croissance verte et de la transition énergétique – autrement dit du capitalisme vert – le déploiement du Linky en France n'a pas été une sinécure. L'installation devait s'achever en 2021. C'était sans compter les oppositions au projet de communes et d'individus, réunis dans des collectifs comme Écran total, créés en dehors de tout cadre syndical et politique. Pourfendeur de la technologie informatique, de la rationalisation et la numérisation galopante du monde du travail, Ecran total partage dans cet ouvrage ses analyses du programme Linky. Les craintes quant

aux effets sanitaires de la pollution électromagnétique du compteur sont les arguments les plus souvent repris par ses opposants, mais les moins véridiques. Écran Total le rappelle, les vrais dangers de Linky se focalisent sur le flicage et la surveillance de nos comportements.

Exemple : en début d'épidémie de covid19, Christian Estrosi, maire de Nice voulait utiliser les données de consommation du Linky pour vérifier que les gens respectaient bien le confinement.

Alors que les dérives liberticides sont monnaies courantes ces derniers mois avec la loi Sécurité globale, on peut très bien imaginer comment un simple compteur peut servir au programme de surveil-

gique de la production des données de consommation et leur stockage dans les data centers représentent déjà 8% de la consommation électrique mondiale.

Pratique et accessible, cet ouvrage livre aussi des retours d'expérience de lutte, l'occupation de locaux d'Enedis, des témoignages de militant-es sur leur combat contre Linky, des réflexions sur la place dans cette lutte des agents d'Enedis, et des sous-traitants précaires travaillant à l'installation des compteurs. Car qui dit transfert des données à distance, dit fin des relevés à pied, et suppression de postes.

Si le sujet des compteurs Linky est



lance policière.

Linky est présenté comme un outil de bonne gestion de l'énergie électrique, en contrôlant et optimisant notre quotidien par le suivi informatique. Un pic de consommation prévu en hiver ? Le compteur « intelligent » pourra être coupé à distance, pour éviter la saturation du réseau. En fait, précise Écran Total, le projet Linky ne s'intéresse pas à la sobriété énergétique, à la décroissance de la consommation. Bien au contraire. Ce projet est en réalité énergivore : l'impact écolo-

technique et semblait être réservé aux seul-es expert-es, nous voyons bien que l'expérience de résistance populaire a permis de s'approprier la question énergétique, ses enjeux, ses risques. Écran Total fait ainsi le lien entre Linky et le déploiement de la 5G qui affronte une vague d'opposition très forte. Plus que jamais, face à la gestion technocratique par le numérique, seule l'autogestion des luttes écologiques et sociales paiera ! ●

Guillaume STT59/62

ÉTATS-UNIS

Le virus, les prisons contre les bêtes noires de l'Amérique

« Le spectre de George Floyd était bien au Capitole »

La militante Julia Wright est la fille de Richard Wright, célèbre écrivain et militant pour les droits civiques américain.

Membre du bureau international du Black Panther Party à Alger dans les années 1970 elle fut co-fondatrice du Cosimapp (Comité de solidarité international avec Mumia Abu Jamal et les prisonniers politiques américains), dont la CNT en France a été très proche. Voici l'intervention de Julia lors du débat organisé pour lancer la Semaine anticoloniale et anti-raciste 2021, dont le Secrétariat international de la CNT est partenaire.

« Ce qui s'est passé en 2020 dans mon pays est historique. Ça a été volcanique, notre histoire a été changée pour toujours. Je dédie mon intervention à Leonard Peltier, 46 ans d'incarcération ce 6 février 2021. Beaucoup de choses ne vous ont pas été dites sur les États-Unis de Trump. Il y a eu beaucoup de mirages, de fumées, de fumisteries. Premier mirage, Trump lui-même : une figurine, un épiphénomène. Les 74 millions d'Américain-es qui l'ont choisi n'ont pas été un épiphénomène. Les raisons de leur choix sont à creuser. Le système capitaliste et raciste qui les a pris au piège, voilà notre cible. Trump parti, l'iceberg demeure. Oui, ce fut un coup d'État, ça l'est peut-être encore. Un coup d'État au ralenti, *high tech*. Un coup d'État, ni vu ni connu, jusqu'au jour du Capitole. Mais quatre mois avant le 6 janvier, dans une lettre ouverte adressée aux travailleurs des postes et télécommunications américaines,

j'évoquais la possibilité d'un coup d'État en préparation et l'utilisation des moyens de communication aussi névralgiques que la poste en période électorale. Mais ce coup d'État en catimini remonte à plus loin encore, à un événement sidérant pour Trump, inouï, et qui lui a volé la vedette! Il a remué les foules plus que Trump pouvait le faire avec tout son populisme. Cet événement a galvanisé le monde et dévoilé en plein jour ce que Trump pensait pouvoir cacher : la torture en plein soleil d'un nègre.

C'est ça, que l'on ne vous dit pas. Le spectre de George Floyd était bien au Capitole. Il regardait car ses assassins ne sont toujours pas jugés, et les vidéos de la police sont passées à la table de montage. Ce que l'on ne dit pas assez, c'est que ce lynchage en temps réel, aux yeux de tous, et bien Trump et Cie ne l'ont pas supporté. D'habitude, ça se passait sans histoire, en toute impunité, ces lynchages-là. Pas de quoi fouetter un nègre. Mais le 25 mai, seconde par seconde, l'Amérique noire a repris en main justement l'histoire de ce *sans histoire*. La dissémination des images qui ont fait le tour du monde a constitué une pandémie autrement plus mortelle pour la suprématie blanche. Le spectre de George Floyd sera jusqu'au bout le seul virus que craindra véritablement Trump, même au-delà de sa présidence.

■ **Le lynchage crée un mouvement et un coup d'État**

Black Lives Matter l'a compris et a mobilisé autour de ce lynchage une



déferlante nationale et internationale qui sera la clef de la défaite électorale de Trump. L'effet papillon du souffle coupé de George Floyd n'a pas arrêté de traverser le règne de Trump, et a expiré huit mois plus tard au Capitole. Alors là, on est dans l'Histoire parce qu'Emmett Till, un enfant noir de 14 ans, qui fut lynché en 1955 dans le Mississippi et la photo de cet enfant sans visage, qui a fait le tour du monde, a fait naître le mouvement des droits civiques. George Floyd, un homme noir de 52 ans, lynché en 2020 dans le Minnesota, donne naissance au plus grand mouvement depuis les droits civiques, mais aussi en aval à un coup d'État.

Les États-Unis payent de plus en plus cher leur suprématie blanche. C'est en creusant et en mettant à vif les contradictions d'un modèle de démocratie qui donne le pouvoir aux élites suprémacistes et néo-libérales que nous pourrions faire libérer nos Georges Floyd invisibles, nos prisonniers politiques. Voici quelques-unes de ces contradictions : le monde entier a vu la tolérance dont la police a été capable ce jour-là à l'égard des insurgés du Capitole, sans cacher sa sympathie sinon leur complicité. Un contraste total avec sa brutalisation des protestataires de *Black Lives Matter* depuis le 25 mai et bien avant. L'exigence de démilitariser les budgets de la police, de les soumettre à un contrôle citoyen, ne sont que mieux comprises. Mais c'est plus important encore pour nos prisonniers



politiques. C'est cette même police qui envoie massivement les minorités ethniques en prison. Le chemin le plus court de la rue à la prison, c'est la police.

■ La police des racisé-es

« *La police aux États-Unis, ce sont les gardiens de prison des communautés ciblées* » a dit l'une des commissaires des Nations-Unies recueillant les témoignages des familles des victimes de brutalités policières.

Autre contradiction au Capitole, et que nous devons exploiter, le nombre important d'anciens combattants ou de militaires actifs parmi les insurgés. Ce qui en dit long sur la militarisation d'une nation dont l'impérialisme se nourrit, comme un vampire, de guerres étrangères qui ramènent sur le sol natal des soldats imbibés de suprématie blanche, exercée sur un ennemi souvent basané, ou tout du moins politiquement racialisé par la désignation de « terroriste ». Si l'on pouvait soulever le toit des prisons et voir ce qui s'y passe, on verrait que les abus des forces de l'ordre ne se cantonnent pas à la rue, loin de là. Si l'on a pu faire ce qu'on a fait à George Floyd en plein soleil, de quoi est-on capable à l'ombre ?

Autre contradiction visible au Capitole : en bon néo-nazi, Trump n'a pas arrêté d'expliquer à ses foules que ceux qui ont les bons gènes n'attrapent pas le virus. Le masque est signe qu'on a des mauvais gènes. Donc ne mettez pas de masque. Donc pas de masque au Capitole. C'est très grave, mortifère. Révélateur bio-politique des inégalités raciales et sociales frappant les démuni-es, le covid a été utilisé par Trump pour éliminer les éléments d'une population considérés comme non viables, racialement,

économiquement, et bien sûr pour manipuler les élections.

■ Au trou et privés de vaccin

Mais les canaris de la mine aujourd'hui, ce sont les George Floyd invisibles, les prisonniers politiques des années 1960-1970 maintenant âgés, souvent malades, presque tous condamnés à la prison à vie sans parole, une peine de mort qui ne dit pas son nom en temps normal. Imaginez en temps de pandémie ! Le covid est utilisé pour aggraver des mesures carcérales déjà définies en temps normal comme de la torture. Quelques exemples : confinement solitaire, c'est-à-dire le « trou », le cul de basse fosse, comme mesure sanitaire, pour ceux qui ont le covid. Et les mesures sanitaires anti-covid sont pérennisées : dans les prisons américaines, quand on démantèle des aires de visite, c'est pour toujours, pas seulement pour le covid. Accès au vaccin problématique, car dans certains États « rouges » (c'est-à-dire républicains) ne voient pas pourquoi des criminels auraient droit au vaccin. Nous avons des témoignages de prisonniers, politiques ou pas, perplexes parce que pour la première fois ils sont payés pour prendre leur vaccin annuel contre la grippe, et payés très cher, et ils se demandent si c'est une expérience. D'autres prisonniers témoignent qu'ils n'osent pas déclarer leurs symptômes de peur d'être punis, confinés au trou. Une fois malades, ils témoignent qu'ils ne sont pas soignés, laissés à eux-mêmes : une autre expérience ? Dans trop d'États, les gardes, qui apportent les virus dans les prisons, ne sont testés que sur une base volontaire. Les prisons n'ont pas l'obligation de donner des nouvelles sur la maladie ou la mort d'un proche

par covid, car disent-ils « *nous ne sommes pas un hôpital* ». Une prison du Texas rationne les soins, avec six minutes maximum consacrées à la réa d'un mort par covid.

■ Le lynchage lent des militants d'il y a un demi siècle

Ces prisonniers politiques, ces prisonniers à vie sont les prisonniers d'une guerre que le FBI a livré dans les années 1960-1970, contre une jeune génération de leaders noirs traumatisée par les assassinats de Martin Luther King et Malcom X. J. Edgar Hoover a créé une branche spéciale du FBI, le Cointelpro, pour liquider nos dirigeants, soit en les assassinant, comme Fred Hampton, la jeune panthère noire assassinée dans son lit, mais tant d'autres ; soit en tentant de saborder leur réputation, souvenez-vous du chantage au suicide à l'égard de Martin Luther King ; soit en fabriquant, à l'aide de la police, coups montés et faux témoignages. C'est ainsi que Mumia faillit être exécuté, sauvé de l'injection létale par une mobilisation internationale.

La décapitation de notre mouvement révolutionnaire par l'incarcération de ses leaders, voilà l'objectif du Cointelpro. La stratégie de Trump, utilisant le virus pour se débarrasser de ces bêtes noires, se prolonge en prison. Mais là encore, l'impérialisme s'empêtre. Contre le concept élitiste de post-vérité, nous appelons nos prisonniers à témoigner de l'enfer qu'ils vivent sous le covid, leur vérité. Ils n'arrêteront pas. Leurs témoignages sont entendus, étudiés et transmis. Nos prisonniers survivent, nos prisonniers nous dirigent. ●

Transcription : GT Amériques

POLOGNE



La rue contre l'IVG

Fortes mobilisations contre l'interdiction du droit à l'avortement.

Le 27 janvier, des milliers de personnes ont battu le pavé à Varsovie et partout en Pologne suite de l'entrée en vigueur de la décision du Tribunal constitutionnel d'interdire d'avorter en cas de « *déficience fœtale grave et irréversible ou maladie incurable menaçant la vie du fœtus* ». Des manifs d'ampleur ont eu lieu fin octobre 2020, différant l'entrée en vigueur de ce jugement. Pourtant légal depuis 1983 dans le pays, l'avortement se voit restreint à deux cas, suite à inceste ou à viol. Les manifestant-es polonais-es se mobilisent massivement, les vendredis soirs notamment, pour faire annuler cette décision. Malgré le froid, la répression, les interdictions de manif et la pandémie, la rue polonaise continue à s'opposer fortement pour retrouver le droit à disposer de son corps et de sa contraception. Jamais gagné pour toujours, un droit doit encore être défendu. Soutenons cette lutte ici en France par tous les moyens nécessaires. ●

G.T Europe

BIRMANIE

Le putsch kaki contre la rue

En Birmanie, l'armée veut en finir avec la parenthèse démocratique

Le 1er février, l'armée du Myanmar a pris le contrôle du pays. Les troupes ont établi des « check points » dans les villes principales, arrêté des personnalités politiques et de la vie civile. Liaisons téléphone et internet coupées, seules communications possibles via quelques lignes de fibre optique.

Dirigé par la junte militaire de 1988 à 2010, le Myanmar a été unanimement condamné pour sa répression contre l'opposition et la violation des droits humains. Après les élections de 2010,

GRÈCE



Contre la flicaille dans les facs

Le pouvoir grec et ses flics veulent asservir les étudiant-es.

Malgré le covid et les interdictions, les étudiant-es grec-ques ont manifesté massivement ce 27 janvier contre la présence de la police dans les universités.

Le nouveau gouvernement conservateur de Kyriákos Mitsotákis veut autoriser les forces de l'ordre à pénétrer dans les universités. À peine élu il déclare : « *Dans notre projet de loi, l'impunité pour l'anarchie et la délinquance est abolie. Les universités sont vidées de leurs cocktails Molotov et de leurs trafiquants de drogue, rendues à leurs étudiants, leurs professeurs et leurs employés* ».

Pour rappel, la police grecque était bannie des universités depuis le 17 novembre 1973. Ce jour-là, des étudiant-es d'Athènes opposé-es à la dictature des colonels (1967-1974), retranché-es dans l'Ecole Polytechnique dans le quartier d'Exarchia, s'opposent aux chars, à l'armée et la police qui les répriment très violemment, faisant une quarantaine de morts côté étudiant. Depuis, le 17 novembre est férié pour les écoles du pays et jour de mémoire pour

tous les militant-es.

Un collectif a été créé pour s'opposer à ce projet de répression policière dans les facs, le collectif « *Oxi Astynomia Sta Panepistimia* » (Non à la police dans les universités). Il a déjà rassemblé plus de 1000 signatures d'enseignant-es des universités, et demande que toutes les forces démocratiques s'opposent à l'adoption et l'application de cette violation anticonstitutionnelle de l'autonomie universitaire. Le collectif dénonce aussi les attaques qu'il subit lui-même, via les discours médiatique haineux contre l'université publique, ou via les attaques violentes, sexistes, personnelles, contre ses membres dans les réseaux sociaux. La page du collectif www.facebook.com/OxiAstynomiaStaPanepistimia. Les posts publiés et publications sur facebook ont notamment été temporairement bloquées.

Envoyons tous les messages de soutien possibles et manifestons en France en soutien aux étudiant-es Grec-ques. ●

G.T Europe

Contact pour signer la pétition : www.facebook.com/OxiAstynomiaStaPanepistimia / NoUniPolice@gmail.com

sans jamais cesser de contrôler le pays, les militaires ont fait peu de concessions à l'autorité civile. Prétextant une fraude lors des élections de novembre dernier (qui lui ont été défavorables), la junte déclenche aujourd'hui un coup d'État, s'assurant le contrôle de tous les secteurs du pouvoir.

On peut craindre pour le mouvement syndical, très dynamique ces dernières années, même si on ne signale, à ce jour, pas d'arrestations de membres du FGWM (Federation of General Workers Myanmar) ou d'autres activistes syndicaux.

La Confédération internationale du travail CIT suit de très prêt la situation, afin d'apporter toute l'aide nécessaire à nos camarades. Comme toujours l'International se met à la disposition des travailleur-euses selon leurs demandes.

« Pas touche aux syndicats ouvriers au Myanmar », « Respect des libertés syndicale, d'expression et d'organisation ». ●

Traduit par le SIM-RP

Texte original : www.cnt.es/, rubrique « Global » : « Golpe de estado en Myanmar. El ejército toma el control del país ».

RUSSIE

La face cachée de Navalny

L'opposant à Poutine n'est pas le gentil résistant au pouvoir présenté par les médias français.

Politicien russe de 44 ans, Alexeï Navalny est très souvent présenté dans les médias français comme le héros de l'opposition à l'autocrate Poutine. Navalny, c'est vrai, est un opposant à la dictature russe, victime en août 2020 d'un empoisonnement au « novitchok » qu'il attribue aux services secrets russes. Soigné depuis, rentré en Russie, il a été emprisonné, accusé cette fois de



**НЕ НАСТУПАЙ НА ГРАБЛИ
МЕНЯЙ СИСТЕМУ, А НЕ
МАРИОНЕТОК**

détournement de fonds. Personne ne peut contester la répression qu'il subit. Son statut d'opposant au parti au pouvoir Russie Unie occulte le reste du personnage, toujours présenté comme le cofondateur de la fondation anti-corruption FBK. Ses opinions politiques,

L'ennemi de notre ennemi, n'est pas notre ami.

Traduction partielle du communiqué du groupe КПАС, membre de l'AIT:

« En tant qu'anarchistes, nous pensons que le régime autoritaire actuel du Kremlin, successeur de la clique néolibérale d'Eltsine, ainsi que le groupe dirigé par Navalny qui cherche maintenant à prendre la direction de toute la masse des mécontents, sont juste les porte-paroles des intérêts des véritables dirigeants du pays : l'oligarchie dominante et son «talon de fer». Soutenir l'un de ces camps contredit complètement nos convictions anarchistes et notre objectif social révolutionnaire. La participation à la lutte pour le pouvoir entre divers partis, coalitions et cliques, et le transfert du mécontentement social plus que justifié vers le canal pourri de la politique ne font que distraire la classe ouvrière de la lutte pour ses véritables intérêts sociaux, de son éveil de la conscience de classe et, en fin de compte, de la libération sociale et personnelle.

Nous, anarchistes, sommes pour la libération immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers anarchistes, radicaux de gauche et sociaux qui croupissent aujourd'hui dans les cachots de l'oligarchie. Mais nous sommes convaincus qu'un tel résultat doit être atteint par nous-mêmes, sans devenir les serviteurs volontaires ou involontaires de certains prétendants étrangers au pouvoir politique dans le but de poursuivre la même politique antisociale et néolibérale qui sert l'intérêt du Capital. Nous ne pouvons pas nous battre aux côtés de ceux qui ne se sont pas opposés à la privatisation totale et la destruction des systèmes de santé et d'éducation, ni à la réforme des retraites, qui ont soutenu l'an dernier l'introduction d'un système universel de surveillance terroriste et d'assignation à résidence sous prétexte de «lutter contre l'épidémie». Il n'y a pas de «moindre mal», et nous n'entrons pas dans une alliance avec l'ennemi - même s'il est l'ennemi de notre ennemi. Non à la lutte politique - pour la résistance sociale ! » ●

Déclaration complète en anglais: <https://aitrus.info/node/5627>

ABONNEZ-VOUS AU COMBAT SYNDICALISTE



Je m'abonne pour 11 numéros (1 an) au prix de 30 € (soutien), 22 € (standard), à partir du numéro :

Si réabonnement, merci de cocher la case :

NOM PRÉNOM. ADRESSE.....

PROFESSION. MAIL

Chèque à l'ordre du *Combat syndicaliste* à renvoyer à *Combat syndicaliste* C/O CNT 18 Avenue de Sierre 07200 Aubenas

Si vous souhaitez qu'un.e ami.e s'intéresse au CS ou si vous avez vraiment trouvé merveilleux ce numéro, mais que vous n'avez pas la possibilité de vous abonner tout de suite, alors lisez bien ceci : **durant 3 numéros, nous vous abonnons gratuitement.** Il vous suffit de remplir le bon ci-dessus et de cocher cette case.

Toutes ces offres d'abonnement valables uniquement en France métropolitaine. Nous contacter pour l'étranger. L'offre d'abonnement pour 3 numéros gratuits valable une seule fois par personne (même nom, même adresse). Bonne lecture.

son projet, les affaires judiciaires le concernant ? Jamais détaillées. Les médias français préfèrent servir la romantique histoire d'un résistant face au pouvoir oppresseur. Ce qui fait passer toute critique envers Navalny comme pro-Poutine ou anti démocratique. Des camarades russes de l'AIT, anarchistes et anarcho-syndicalistes du groupe KPAC, ont tenu à une mise au point (lire page 21) utile contre ce battage médiatique. Navalny est un nationaliste, raciste, antisémite et antimigrants soutenu par l'extrême droite populiste russe.

Navalny est le cofondateur en 2007 d'une organisation nommée « Narod » (le peuple), avec le nationaliste Zakhar Prilepine, organisation que l'on peut classer comme nationale et socialiste. En 2008, Narod se rapproche de groupes aux positions racistes comme le « Mouvement contre l'immigration illégale », interdit par la justice pour extrémisme. Navalny participe en 2011 à un défilé ultranationaliste sous le slogan « Arrêtons de nourrir le Caucase ! », et régulièrement à la Marche russe, rassemblement panslave et ultranationaliste, ce qui lui vaut d'être expulsé en 2007 du parti d'opposition centriste Labloko. En août 2013, en campagne des municipales à Moscou, Navalny centre son programme sur la lutte contre la corruption et l'immigration, déclarant : « J'ai regardé les statistiques. Savez-vous que près de 50 % des crimes et délits sont commis par des étrangers ? ».

En novembre 2013, Navalny publie sur son blog : « Jamais je ne soutien-

drai la position selon laquelle en Russie le nationalisme est une chose terrible qu'il faut interdire. En France, en ce moment, le Front National connaît une poussée frénétique de sa popularité. Vous parlez d'une horreur, Alain Delon soutient Marine Le Pen ! Des



processus analogues ont cours dans toute l'Europe. Et alors, allons-nous boycotter les croissants français ? Ou bien dire carrément que les Français ont le droit de faire ça, et pas les Russes ? »

En décembre 2014, il déclare : « Le problème de l'immigration illégale en Russie est cent fois plus important que l'Ukraine », ajoutant qu'il ne rendrait pas la Crimée à l'Ukraine s'il en avait le pouvoir.

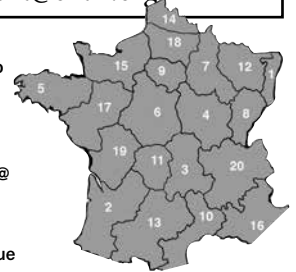
Quant aux accusations ou condamnations, passées à la trappe par les médias, l'UE, le Conseil de l'Europe, les USA les disent « procès politiques » quand les faits reprochés par la justice russe sont presque tous des malversations financières et détournement de fonds, d'une société forestière, d'Yves Rocher en Russie, de sa fondation anticorruption, et le financement illégal de son parti pour les présidentielles. Difficile de discerner la part d'instrumentalisation politique par les services secrets russes et la part de vérité. Mais Navalny n'est pas un ouvrier proche du peuple. Son parcours ressemble plus à celui d'un oligarque mafieux la Russie en a beaucoup trop. Pas de quoi confondre l'ennemi de notre ennemi avec un ami. ●

G.T Europe

Vous trouverez sur le site Internet www.cnt-f.org, toutes les coordonnées pour contacter un syndicat par branche ou par section géographique. Voici les adresses par région.

Bureau confédéral

6, rue d'Arnal 30900 Nîmes
06 52 17 93 54
mél : cnt@cnt-f.org



1 Alsace

Union régionale CNT c/o Lucha y Fiesta
BP 30017 67027 STRASBOURG CEDEX 1
09 52 91 12 14 alsace@cnt-f.org

2 Aquitaine

Syndicats Gironde 36, rue Sanche-de-Pomiers, 33000 Bordeaux

06 95 52 69 71

ul33@cnt-f.org

Syndicats régionaux PTT Aquitaine, BP 80099, 33704 Mérignac

Culture Aquitaine 36, rue Sanche-de-pomiers, 33000 Bordeaux

3 Auvergne

Union locale CNT Salle Poly, place Poly, 63100 Clermont-Ferrand

4 Bourgogne Franche Comté

Syndicat intercorporatif de Saône-et-Loire et de la Nièvre
19 rue du pavé 71290 Cuisery, CNT 21

6b rue Musette

21000 Dijon

http://www.cnt-f.org/_cnt-interco-21_.html

06 01 22 17 94

5 Bretagne et Pays de la Loire

Union régionale CNT BP 30423, 35004 Rennes CEDEX

06 34 98 30 72

bretagne@cnt-f.org

6 Centre

CNT Centre

13 rue Pierre Fournier 41600 Lamotte-Beuvron cnt-centre@cnt-f.org

7 Champagne-Ardennes

Syndicats CNT Marne BP 90009,

51201 Épernay CEDEX

8 Franche-Comté

Syndicats CNT Doubs c/o CESL, BP 121, 25014 Besançon CEDEX cnt-doubs@cnt-f.org

CNT Jura

Sur la Roche

39370 Les Bouchoux

9 Île-de-France

Union régionale CNT 33, rue des Vignoles, 75020 Paris 01 43 72 95 34 br.jp@cnt-f.org

10 Languedoc Roussillon

Union régionale CNT 6 rue d'Arnal 30000 Nîmes

ur.lr@cnt-f.org

11 Limousin

Union locale Limousin 6, rue de Gorre,

87000 Limoges,

cnt87@cnt-f.org

12 Lorraine

Union régionale CNT

ur.lorraine@cnt-f.org

UD CNT Moselle

5, place des Charrons, 57000 Metz

ud57@cnt-f.org

13 Midi-Pyrénées

Union régionale CNT

33, rue Antoine Puget,

31 500 Toulouse,

07 81 10 63 66

midipyrenees@cnt-f.org

14 Nord-pas-de-Calais

Union régionale CNT 32, rue d'Arras, 59000 Lille

03 20 56 96 10

ur59-62@cnt-f.org

15 Manche

Syndicat CNT Manche cntmanche@cnt-f.org

facebook.com/cnmanche

16 PACA

CNT-STICS 13 c/o 1000 bâbords 61, rue Consolat 13001 Marseille

17 Pays la Loire

voir Bretagne

18 Picardie

voir Nord-pas-de-Calais

19 Poitou-Charentes

Union régionale CNT 20, rue Blaise-Pascal, 86000 Poitiers

05 49 88 34 08

20 Rhône-Alpes

Union régionale CNT 44, rue Burdeau 69001 Lyon

ARGENTINE

Une mine d'argent contre les mapuche-tehuelche

Chubut en lutte, haut lieu de lutte locale et globale contre l'extractivisme.

La province de Chubut au sud de l'Argentine est particulièrement marquée par le chômage, la pauvreté, et les exactions des compagnies extractivistes. Ici, du côté de la cordillère, la police assassine en 2017 le militant mapuche Santiago Maldonado, après les longues mobilisations pour récupérer des pâturages accaparés par l'entreprise Benetton. Si le plateau Ouest est secoué par de violentes luttes pour la récupération des terres par les peuples andins, mapuche en tête, la façade atlantique de l'Est, plus densément peuplée, est aussi touchée par la crise et le chômage. Le gouverneur de la province réenvisage la relance de projets miniers pourtant interdits par une loi de 2003, suite à un plébiscite où 81 % de la population a voté contre l'extractivisme dans la zone. Il y a trois ans, ce gouverneur a été élu sur un programme clairement opposé à la remise en cause de cette loi.

■ Développer l'Est en sacrifiant l'Ouest

Mais les temps ont changé, le président péroniste Fernández encourage les projets « *créant des emplois* » en « *développant* » la région. Le ministre des hydrocarbures donne son aval à une modification de cette loi. Il s'agit de reprendre l'exploitation d'un gisement d'argent acquis par la compagnie canadienne Pan American

Silver il y a onze ans, en attendant de pouvoir en tirer profit. Le « *projet Navidad* » lorgne sur un des gisements les plus importants au monde, avec des retombées économiques conséquentes pour au moins 18 ans, plus si la zone d'extraction était étendue. L'entreprise canadienne prétend que ce projet générerait 700 emplois directs, et 2700 indirects jusque dans les zones portuaires de la côte. De quoi séduire des habitant·es d'une province rurale, survivant du travail précaire et des aides gouvernementales.

Malgré les effets environnementaux désastreux (une « *zone de sacrifice* » de plus, polluant irrémédiablement terres et eaux), les 47 représentants du patronat local se moquent des « *500 bruyants* » qui veulent préserver leurs terres. La zone est très peu peuplée, essentiellement par des Mapuche, dans un pays constitué sur le massacre des *Negros*, c'est-à-dire toutes celles qui ne descendaient pas des Européens. Menacée de « *sacrifice* », cette zone était jadis le « *désert* » à conquérir. Dans les années 1980 le secteur a aussi servi de dépotoir nucléaire à de nombreux pays, toujours pour le même motif : elle est peu peuplée. Les peuples qui y vivent n'ont qu'à dégager. D'autres peuples originels d'Argentine, Qom et Wichí, au nord du pays, perdent leurs terres, s'entassent dans les bidonvilles du Nord, où ils meurent



à petit feu. Des enfants wichis sont morts de faim peu avant la pandémie. Le covid a décimé des populations entières, minoritaires, sans terre, réduites à l'insalubrité, enterrées sous les projets de « *développement* ».

■ Minorités en lutte

Endepa (Equipo Nacional de Pastoral Aborigen) réunit les peuples mapuche et tehuelche de la région par une opposition claire au projet, rappelant que le droit constitutionnel de « *vivre dans un environnement préservé* ». Outre le modèle de développement proposé pour lutter contre le chômage, et l'exploitation forcée des terres et des humains pour produire des « *richesses* », ce projet poursuit le génocide des peuples originels andins, réduit leur territoire en peau de chagrin, les condamnant à une errance de misère. Menacée d'être sacrifiée, cette « *poignée* » de 550 000 personnes vivant dans le Chubut, lutte dans l'intérêt de tout le pays contre une politique capitaliste, colonialiste, désastreuse pour l'écologie comme pour les travailleur·ses. ●

GT Amériques

LA CNT C'EST QUOI ?

UN SYNDICAT ! Parce que cette forme d'organisation englobe à la fois le champ économique, politique, social et culturel. Parce qu'elle est directement issue du peuple et qu'elle représente ses intérêts.

DE COMBAT ! Parce que les intérêts des travailleur·euses s'opposent radicalement aux intérêts du capitalisme. Parce que les grandes avancées sociales n'ont été arrachées que dans l'action et la mobilisation.

AUTOGESTIONNAIRE ! Parce que les décisions doivent être prises à la base. Parce que nous appelons à l'auto-organisation des luttes. **SOLIDAIRE !** Parce que les hiérarchies (salaires, fonctions, statuts) s'opposent à une société égalitaire et autogérée. Parce que seules la réflexion et l'action interprofessionnelles permettent d'éviter le corporatisme. **ANTICAPITALISTE !** Parce que nous fabriquons toutes les marchandises et assurons tous les services, nous devons les orienter pour le bien de toute la collectivité et non pour l'ambition démesurée de quelques-un·es. C'est pourquoi nous pensons que le syndicalisme doit être porteur d'un projet pour une société plus juste, plus égalitaire, plus libre... Un projet révolutionnaire. Puisque personne ne travaille à ta place, que personne ne décide à ta place !

16 mars
1871

L'insurrection Kabyle



jusqu'en janvier
1872 — soulevé
(c. Mokran)

250 tribus } Cond
soulevées } à mort
rimes répression
sanglante
20000 morts
certaines de déportés
Nouvelle-Calédonie

Rayo
hame
Vies
Briac
oulot

SW
Com
fav
tar
equ
G